



## **Déclaration liminaire du CTL du 24 Avril 2014.**

Monsieur le Président,

L'action se poursuit et s'amplifie à la DGFIP et en particulier dans le département du Pas de Calais.

Après un réel succès de la grève du 20 mars, vos mêmes agents vous l'ont rappelé le 17 Avril en exprimant leur réelle colère lors de la première convocation de ce CTL.

Ils étaient plus de 150 à nous rejoindre Place FOCH pour un barbecue géant.

Les agents des finances publiques se sont fortement mobilisés pour rappeler leur opposition à la politique menée à la DGFIP dans le cadre de la démarche stratégique, malgré les manipulations de la Direction Générale.

A l'heure où le gouvernement a d'ores et déjà annoncé d'économiser 50 milliards d'euros, dont 19 milliards dans la Fonction Publique d'État, la DGFIP ne doit pas maintenant supporter les effets néfastes du pacte de responsabilité !!!

Le discours du Premier Ministre le 16 avril confirmant le gel de la valeur du point d'indice jusqu'en 2017, comme des pensions et annonçant la poursuite des suppressions d'emplois dans les ministères dits « non prioritaires » sont autant de marques d'un profond mépris pour tous les fonctionnaires !  
Seule une forte mobilisation pourra freiner cette politique de recul social.

Comme tous les autres salariés, les agents des Finances publiques sont pleinement concernés par ces nouvelles et injustes sanctions politiques.

Elles s'ajoutent aux difficultés quotidiennes qu'ils rencontrent dans leur vie professionnelle sous les coups d'une démarche stratégique qui constitue la déclinaison à la DGFIP des choix d'austérité du gouvernement et dont les suppressions d'emplois sont le socle permanent.

Dans tous les services, les conditions de vie au travail ne cessent de se dégrader, le mal vivre se généralise, les dérives autoritaires se multiplient et les collègues dénoncent régulièrement la régression de la qualité d'accomplissement de leurs missions.

Cette politique est une voie sans issue sauf pour les affairistes, les financiers et le patronat qui poussent à la roue pour en finir avec le salaire minimum et les

services publics. Leurs objectifs sont cohérents : ils veulent soumettre toutes les activités humaines à la logique du profit privé.

La baisse des cotisations sociales prônée par le gouvernement va dans leur sens. Donner moins de moyens à la protection sociale aboutira à laisser les citoyens de plus en plus seuls face à la maladie et aux risques de la vie. Et selon que vous serez puissants ou misérables... vous pourrez vous soigner...ou pas !

A l'inverse de ces choix régressifs :

Ce qu'il faut, c'est garantir individuellement et collectivement le progrès social ;

- Par une augmentation significative des salaires, des pensions et des prestations sociales ;
- Par la préservation et le développement des Services Publics au service de l'intérêt général ;
- Par la garantie de notre système de santé, de la protection sociale et de son financement ;
- Par l'ouverture aux Finances publiques, de négociations sur les revendications des personnels.

A la DGFIP comme ailleurs, les clés sont entre les mains des salariés : seuls leur rassemblement et leur mobilisation sont de nature à changer la donne.

### **Les membres élus en CTL :**

**Patrice STAWSKI**

**René QUIDE**